

# LUTTER!

JANVIER 87 - 10F - SPECIAL N°18 - JOURNAL D'INTERVENTION COMMUNISTE LIBERTAIRE

\* AUTOGESTION DES LUTTES

\* REFUS DU LIBERALISME:

## L'HIVER BRULANT!

**JEUNES  
DOSSIER**

Pages 10 à 14



**SNCF  
DOSSIER**

Pages 4 à 7



Hebdomadaire  
N°14  
5 Février 87



# LUTTER!

## LA LETTRE HEBDOMADAIRE

La lettre hebdomadaire «LUTTER!» ça marche! Depuis le 21 octobre, elle est devenue le complément indispensable au journal bi-

mestriel. Elle permet de serrer de beaucoup plus près l'actualité. Une actualité qui, depuis le 21 octobre justement (grande grève des fonctionnaires) n'a pas manqué de rebondissements passionnants. L'expression Communiste Libertaire trouve ainsi un outil nouveau, plus en rapport avec les pratiques militantes. La lettre permet aussi d'informer sur des initiatives de tous ordres: les comités de soutien aux objecteurs, les luttes antiracistes, écologistes etc, mais encore des infos, sans sectarisme, sur l'ouverture d'une librairie et d'un centre «Benoit Broutchoux», par exemple, par les camarades de la FA de la Région du Nord, ou sur un colloque «Ecologie et Mouvement ouvrier» notamment porté par ceux de la Fédération pour une Gauche Alternative.

Diffusée par abonnement (abonnement groupé avec celui du journal et d'une revue dont le 1<sup>er</sup> N° est prévu pour avril, voir encadré) la lettre connaît un succès inespéré. En deux mois, le nombre d'abonnés a déjà dépassé nos prévisions pour... toute une année!

Or le climat social et politique effervescent de ces dernières semaines souligne le besoin de cet outil pour les mois à venir. Il peut être utile à tous ceux qu'un combat libertaire contemporain, ouvert, impliqué dans les luttes, concerne ou intéresse.



Quelque chose est en train de changer, en profondeur, dans les esprits, dans les actes, dans le climat social et politique.

Un grand conflit ouvrier à la SNCF emboitant le pas à la plus forte mobilisation de la jeunesse depuis 18 ans: ce sont les deux signes les plus spectaculaires. Ils ne sont pas isolés. Dans de nombreuses entreprises, dans plusieurs secteurs de la population, on en sent aussi les effets.

Reste à comprendre les termes de cette situation nouvelle et à se demander comment agir pour que cela s'étende, se prolonge, se consolide.

Dans ce numéro Spécial de Lutter! nous ouvrons deux dossiers, sur les deux conflits «en pointe» de ces dernières semaines, chacun réalisé avec des camarades de l'UTCL, cheminots, étudiants, très activement engagés dans l'animation de ces luttes.

Il s'en dégage au moins deux traits communs:

- Une exigence inégalée depuis des dizaines d'années, de démocratie dans la lutte, de maîtrise de l'action par la base;

- Des objectifs et revendications motivées par des principes (dignité, égalité, refus de l'autoritarisme) opposés frontalement à ceux du libéralisme.

Ces deux aspects essentiels expriment des sentiments aujourd'hui très largement partagés. Leur émergence, à des échelles aussi grandes, forçant les médias à les mettre en avant, est en train de bousculer le jeu politique et social du pays.

### ABONNEMENT

- Abonnement annuel 150F
- Comprenant:
  - le 4 pages hebdo (2F l'ex)
  - le journal tous les deux mois (10F l'ex)
  - deux revues par an (25F l'ex)
- Abonnement sous pli fermé 170F
- Abonnement de soutien 200F
- Abonnement international 200F
- Abonnement de diffusion
  - 2 exemplaires par N° 260F
  - 5 exemplaires par N° 500F

Attention: Chèques à l'ordre du **FIL DU TEMPS**

adresse: Editions L BP 286 75 525 Paris Cedex 11.

\*Une formule avantageuse donc. Mais aussi un apport d'argent indispensable pour Lutter!

#### Bulletin d'ABONNEMENT:

Veuillez m'adresser pour un an LUTTER! (Hebdo + Journal + revue)  
Vous trouverez ci joint un chèque de \_\_\_\_\_ à l'ordre du «Fil du temps»

Nom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Profession (facultatif): \_\_\_\_\_



La droite paie, très cher, sa sottise. Elle démontre sa coupure d'avec la société. Elle démontre que les «modernistes» sont d'odieux ringards, les libéraux des autoritaires brutaux. Elle perd beaucoup: elle vient de perdre une jeunesse quasi unanime, dressée contre ses principes d'égoïsme et d'inégalité, et outrée par les violences policières. Le libéralisme s'était cru idéologiquement le vent en poupe. Dans l'opposition il s'était fait le champion des libertés et le garant de l'autonomie. En quelques mois, l'exercice du pouvoir a mis bas les masques. Et permis un réveil social où s'exprime justement un profond ras-le-bol contre le cynisme et la brutalité, contre la priorité criante mise aux intérêts de la clientèle privilégiée de la Droite.

La Gauche? Elle ne pavoise pourtant pas tant, même si les pandores au pouvoir savent se faire pire qu'elle. La Gauche «traditionnelle» (PC comme PS) est totalement incapable de répondre aux aspirations qui s'expriment aujourd'hui. Elle s'est compromise dans le libéralisme. Elle a aidé, contribué avec zèle, à la mise en place de mutations dévastatrices, que la droite n'a souvent fait qu'aggraver et accélérer depuis. Alors, pour beaucoup, la droite et la gauche «ça n'est pas la même chose», mais cela s'est mis du même côté de la barrière.

Il y a une grande défiance, elle accompagne la remontée des luttes, elle en est une des composantes: ne plus faire confiance qu'en soi-même. Et donc n'avoir

d'autres moyens pour faire avancer les choses que l'action collective de la base.

Le syndicalisme ouvrier aborde les conflits avec une image dégradée et des moyens affaiblis. Il est percuté par l'aspiration à prendre ses affaires en main et doit, bon gré mal gré, s'y adapter. Les travailleurs (et avec eux non seulement des non-syndiqués mais aussi des syndiqués et des militants) sont en train de redécouvrir des formes d'organisation allant jusqu'aux comités de grève et aux coordinations nationales (du jamais vu, même si ce n'est pas, par ailleurs, sans difficultés) et reposant, explicitement, sur le refus de la délégation de pouvoir et l'Assemblée générale souveraine. Des formes défendus par les syndicalistes révolutionnaires et autogestionnaires depuis longtemps, avec parfois des expériences locales importantes; mais n'ayant jamais eu un tel impact que dans les grands mouvements de cet hiver. La spontanéité – qui n'exclut pas l'intervention de militants déterminés – confirme avec éclat la légitimité de ces formes de lutte, et leur utilité pour réaliser l'Unité.

Or, et c'est un aspect essentiel, il ne s'agit pas d'un anti-syndicalisme de masse, mais bien au contraire d'une attitude de masse qui tend aussi à changer le syndicalisme. Les travailleurs ne lui déniaient pas son importance; au contraire ils veulent faire des syndicats des outils, utiles à la lutte. Une chance extraordinaire est en train de s'ouvrir avec l'exemple de ces ac-

tions, pour une rénovation du syndicalisme, lui permettant de surmonter sa crise par une transformation radicale de son rapport aux travailleurs, de son fonctionnement, etc... Les résistances internes et notamment celles des bureaucrates sont évidentes et il serait illusoire de penser que de bas en haut et de haut en bas les confédérations sauront saisir cette chance.

Mais elle existe et ouvre la voie à des vraies avancées...

Bien sûr tout n'a pas basculé. Le tissu social a été fortement endommagé par la crise. Il n'y a pas de perspective politique et sociale crédible à grande échelle pour les travailleurs. Le mécontentement est grand mais encore diffus. Il y a donc des voies qui s'ouvrent, un réel ESPOIR, mais en même temps beaucoup de chemin à parcourir.

Les voies: l'aspiration à la démocratie de base qui bouscule le syndicalisme traditionnel, mais qui est aussi porteur d'une autre conception de la démocratie dans toute la société, alternative à celle des politiciens; les aspirations à l'Égalité et à l'autonomie, qui s'affrontent à la société libérale mais ne se reconnaissent pas non plus dans les projets traditionnels de la gauche; le ras le bol et la remontée de la combativité. Des voies peut-être royales pour que grandisse, pour le coup vraiment construite «dans les luttes», une ALTERNATIVE autogestionnaire et anti-autoritaire.

5 Janvier 1987

LUTTER!

# TRAIN D'ENFER!



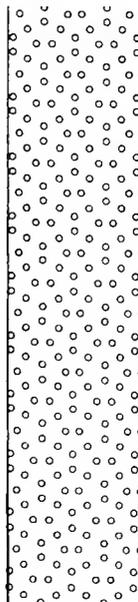
**roulants:**  
**18 Décembre**  
**LE DEPART**

## REGIONS.

PARIS-SUD-EST  
 DIJON  
 LYON  
 MONTPELLIER  
 CLERMONT  
 CHAMBERY  
 MARSEILLE  
 PARIS-SUD-OUEST  
 TOURS  
 TOULOUSE  
 BORDEAUX  
 PARIS-MONTPARNASSE  
 NANTES  
 PARIS SAINT LAZARE  
 ROUEN  
 PARIS NORD  
 AMIENS  
 LILLE  
 PARIS EST  
 REIMS  
 METZ  
 NANCY  
 STRASBOURG  
 RENNES  
 LIMOGES

## AGENTS DE CONDUITE.

CFDT/FGAAC dès le 18, CGT le 19  
 CFDT/FGAAC dès le 19, CGT le 20  
 CFDT/FGAAC dès le 19, CGT le 20  
 CFDT/FGAAC dès le 20, CGT le 21  
 CFDT/FGAAC dès le 19, CGT le 20  
 CFDT/FGAAC/CGT dès le 19  
 CFDT/FGAAC dès le 19  
 CFDT/FGAAC dès le 19, CGT le 20  
 CFDT/FGAAC dès le 19, CGT le 20  
 CFDT/FGAAC dès le 19, CGT le 20  
 CFDT/FGAAC/CGT dès le 20  
 CFDT/FGAAC dès le 20, CGT le 21  
 CFDT/FGAAC/CGT dès le 19  
 CFDT dès le 19  
 CFDT/FGAAC/CGT dès le 18  
 CFDT/FGAAC/CGT dès le 18  
 CFDT/FGAAC/CGT dès le 18  
 CFDT/FGAAC dès le 19  
 CFDT/FGAAC dès le 19  
 CFDT/FGAAC dès le 19, FO/CGT le 20  
 CFDT/FGAAC/CGT dès le 20  
 CFDT/FGAAC/CGT/CFTC dès le 20  
 CFDT/FGAAC/CGT le 21  
 CFDT/FGAAC/CGT dès le 20



## L'ACTION DES «GUICHETIERS».

Fin novembre la CFDT dénonce un projet SNCF qui vise à supprimer les indemnités touchées par de nombreux agents travaillant sur terminaux informatiques. Montant de l'ordre de 150 à 300F, pour des paies d'une moyenne de 5000 à 6000F.

La température monte très vite dans les recettes voyageurs, sur la région parisienne (en pleine effervescence étudiante). La CFDT le 5 décembre dépose un préavis de grève mais, sans attendre, les Assemblées Générales de Paris Saint Lazare et de Paris Gare de Lyon démarrent le 8 décembre une action originale: «puisque nous retire l'indemnité de saisie informatique, on ne fait plus cette saisie!»

Utilisant les terminaux ordinateurs pour véhiculer l'information, les grévistes avec la CFDT (puis, deux jours après, la CGT) étendent le mouvement en paralysant ainsi le réseau informatique.



Vive la Sociale!

# SNCF: une grande grève

## DOSSIER

réalisé avec les Cheminots UTCL



«Nous avons perdu une bataille, mais pas la guerre».

C'était l'état d'esprit des cheminots après une grève longue et dure. Ils n'ont pas gagné. Ils n'ont pas non plus essuyé un échec total. Ils ont imposé certains reculs, pas vraiment négligeables en eux-mêmes, mais bien sûr très nettement insatisfaisants si on les met en rapport avec les motifs du mouvement. Ils ont suspendu la grève. Mais pas baissé les bras. Les actions se poursuivent, contre la répression qui frappe maintenant de nombreux grévistes. Ils continuent à se battre. Si la Direction SNCF n'en tient pas compte, si, dans un délai de trois mois, elle n'a pas tenu ses engagements de faire avancer les conditions de travail, elle s'expose à de nouvelles explosions.

Ils n'ont pas gagné cette bataille mais les cheminots ont contribué, après les étudiants, à faire perdre la face au gouvernement. Et les enseignements de la grève sont immenses pour tous les travailleurs. Pour la première fois depuis de nombreuses années, et à une telle échelle, la question de la démocratie directe, de l'autogestion de la lutte, a été concrètement posée avec à la base le pouvoir aux Assemblées Générales de grévistes, la constitution de nombreux comités de grève, et la coordination nationale des agents de conduite. Le syndicalisme traditionnel et bureaucratique est ébranlé par un mouvement qui met aussi à l'ordre du jour la question d'une transformation radicale du syndicalisme. Face à cette poussée, que trouve à dire la Direction de la fédération CGT? Que pendant le mouvement (qu'elle a pourtant rejoint après l'avoir combattu) la véritable coordination nationale c'était...elle!

Edmond Maire, déjà nullissime face au mouvement étudiant, a cette fois-ci, à la fin du mouvement, appelé à la reprise du travail contre la position des cheminots CFDT (voir page suivante).

Nouveau dans sa forme, et d'autant plus inquiétant pour le pouvoir qu'il n'était contrôlé que par sa base, le mouvement a aussi contribué à casser l'aurole factice du libéralisme, en s'opposant à la logique autoritaire et inégalitaire contenue dans le projet de nouvelle grille des salaires. Comme les instituteurs en lutte contre le projet de statut de Directeur d'Ecole. Comme hier les étudiants. Comme demain à leurs exemples et avec eux un nombre toujours plus grand de jeunes et de travailleurs avec ou sans emploi...

LUTTER!

tier (Lille, Amiens...), sur la gare de Lyon, puis au plan national.

La CGT organise d'abord des piquets anti-grève pendant plusieurs jours puis cède devant la pression de la base et se joint au mouvement quand elle constate, le 20 décembre, que 83 dépôts sur 94 sont en grève.

Le 22 décembre d'autres secteurs de la SNCF (les contrôleurs, les ateliers, puis les agents des gares) élargissent le mouvement. Le 23 décembre la direction (et le gouvernement) sont face à une grève générale de la SNCF, dont le noyau dur est constitué par les roulants.

### ALCHIMIE D'UNE EXTENSION REUSSIE.

Les cheminots sont attaqués depuis plusieurs années sur l'emploi et le pouvoir d'achat (moins 10 000 emplois par an en 85 et 86 et le blocage des salaires dans la même période). Un climat de grogne commun à beaucoup de secteurs. S'y ajoute une offensive patronale depuis le 16 Mars où tous les chefs d'établissements SNCF prennent l'initiative de mesures de réduction d'effectifs.

La tension à la SNCF s'était exprimée dans la grève du 21 octobre, avec des forts taux de participation. Comment cette combativité pouvait-elle déboucher? Rien n'était évident alors. Parmi les verrous à faire sauter: la division entretenue par le 1<sup>er</sup> syndicat de l'entre-

prise, la CGT.

En novembre et décembre le mouvement étudiant et lycéens ajoutera au climat, galvanisant les jeunes cheminots les plus radicalisés, et montrant à tous que gagner est possible. Enfin la direction mettra le feu au poudre par des mesures applicables au 1<sup>er</sup> janvier, celle de la suppression déjà évoquée de la prime de saisie informatique, et la mise en place d'un centre de contrôle médicale qui systématisera ce qui est déjà engagé depuis 86: la multiplication de «réformes» d'agents de conduite qui (ils sont une vingtaine en moyenne chaque mois) doivent devenir sédentaires, avec en conséquence une réduction du pouvoir d'achat de moitié, et une réduction masquée d'effectifs. Mesure prise au lieu d'améliorer des conditions de travail désastreuses. Avec le projet de nouvelle grille des salaires pour 1988, basé sur le mérite, tout était là pour que ça explose.

Dans «l'alchimie de l'extension» il manquait encore l'ingrédient de l'Unité. Les travailleurs de Paris Nord l'ont trouvé en s'auto-organisant. L'Assemblée Générale s'est adressé directement aux roulants de toute la France en dépassant les divisions de boutiques. Finalement le soutien de la FGAAC et celui, très net depuis le début, de la fédération CFDT (confortée par son récent congrès qui a adopté une orientation combative), ont offert l'outil syndical nécessaire pour renforcer cet appel de l'Assemblée.

«suite page 7»

Vers le 18 décembre les menaces de la direction sur cette action illégale et les manoeuvres de la CGT qui fait reprendre tous les petits centres détruisent ce mouvement, mais c'est le même jour le début de la grève des Agents de Conduite.

### GREVE GENERALE DE LA SNCF.

Une Assemblée Générale des Agents de Conduite avec participation du responsable nationale CFDT de cette catégorie décide un appel à la grève pour le 18 décembre. Le Comité de Grève et la CFDT font immédiatement une vaste campagne d'information des autres dépôts sur le cahier revendicatif et la décision de grève.

Une réunion nationale des agents de conduite CFDT et des Assemblées Générales à l'initiative CFDT et FGAAC (autonomes) sont convoqués. Le 18 décembre la grève démarre sur le Nord, s'étend sur le réseau Nord dans son en-

## Assemblées souveraines, coordination... SUR LA VOIE DE LA DEMOCRATIE DIRECTE

Un courant parfois qualifié de «basiste» existe depuis longtemps à la SNCF, se battant pour une démocratie des Assemblées. Il s'est notamment manifesté en Mai 68, et dans les années 70 avec le comité d'action cheminots. Le pouvoir aux Assemblées a été depuis longtemps pratiqué dans un certain nombre de conflits: il y a des racines au mouvement actuel, même si celui-ci a atteint un niveau supérieur. De même, il y a une tradition de «comité de grève» à la SNCF, même s'il s'est souvent agi par le passé de comités CGT ou au mieux d'inter-syndicales. En effet la «gestion» d'une grève à la SNCF est confrontée à des problèmes: grandes tailles des établissements, dispersion géographique des travailleurs, diversité des services, qui font la nécessité du comité de grève comme outil technique (démocratique

ou non, c'est une autre question).

Dans le mouvement actuel, lancé par une Assemblée (celle des roulants de Paris-Nord), les directions syndicales doivent compter avec le pouvoir de la base. Le temps où les consignes fédérales (historiquement celles de la CGT) étaient suivies avec discipline n'est plus. Les Comités de grèves sont très nombreux. Dans les faits, ils sont au moins de trois types: l'inter-syndicale traditionnelle où se retrouvent les responsables locaux, les délégués, plus ou moins paritairement; l'inter-syndicale ouverte à des non-syndiqués; enfin des comités de grève à proprement parlé, élus par des Assemblées. D'autres formules sont possibles, comme à Paris S' Lazare où on ne parle pas de comité de grève mais où l'AG de chaque service nomme un bureau de séance, l'ensem-

ble de ces bureaux formant une coordination sur la région. Cette diversité reflète celle de la base: la démocratie ne passe pas avec des schémas plaqués. Le plus important c'est que partout, ce soient les Assemblées qui décident. La crispation autour d'un mot d'ordre (le «comité de grève») peut avoir un effet inverse, en montant les travailleurs contre ce qui peut leur paraître comme une nouvelle structure de direction contraire à l'esprit du pouvoir direct aux AG.

Les multiples expériences démocratiques de cette grève mériteront une étude détaillée, car les militants et les travailleurs de tous les secteurs y trouveront des exemples à reprendre.

### Deux coordinations nationales.

Du fait de la dimension de l'entreprise, une coordination nationale des grévistes serait le prolongement naturel de ces Assemblées et comités locaux. Les roulants l'ont vite compris et se sont dotés d'une coordination. La 1<sup>ère</sup> réunion a été organisée par les roulants de Paris-Nord, sur la proposition de ceux de Sotteville les Rouen. Regroupant les représentants de 32 dépôts dès sa formation, la coordination est une émanation représentative de la base. Elle ne se situe pas en concurrence aux syndicats, mais comme un outil d'information et de mobilisation. Reflet de sa base, on y retrouve aussi certains aspects un peu «corpor» (cf article); si bien que ceux des roulants qui avaient proposé un élargissement de la coordination aux autres catégories, n'ont pas été suivis. D'où problèmes évidents, qui auraient peut-être pu se résoudre si une autre initiative ne s'était publiquement affirmée en parallèle à la coordination des roulants: celle de la «coordination nationale inter-catégoriques» formée autour de Paris-Sud Ouest à l'initiative de militants de Lutte Ouvrière.

La plate-forme, les tracts de cette coordination sont corrects et des Assemblées et comités réels ont donc pu s'y associer. Le problème réside dans l'attitude des militants à l'origine de cette coordination (LO) qui n'ont pas rompu avec le penchant pour la manipulation que leur inspire leur formation. Nombre de délégations à cette coordination ne représentent qu'elles-mêmes, sans aucun mandat d'Assemblées ou de comités. Des militants et travailleurs de Paris - Saint Lazare ou de Paris Est ont été surpris d'apprendre que leurs centres y étaient représentés, par exemple, alors que cela n'avait pas été discuté en AG. L'initiative elle-même a été montée de façon précipitée pour faire concurrence à celle des roulants, ce qui n'a d'ailleurs pas aidé pour que celle-ci s'ouvre davantage aux autres catégories. Le risque de division était évident. Depuis, la coordination «Paris-Sud-Ouest» se présente comme complémentaire de celle de «Paris-Nord». Mais de nombreuses questions demeurent sur sa représentativité...

### Cheminots CFDT en colère...

#### «COUP DE COUTEAU DANS LE DOS»

(Communiqué de presse  
AFP, ACP)

Les unions professionnelles régionales cheminots CFDT de Paris-Saint-Lazare, Paris-Sud-Est, Tours, Toulouse, Paris-Montparnasse et les quatre syndicats qui composent Paris-Montparnasse: Paris-Ouest-rive gauche, Le Mans, Versailles, Trappes, Chartres; les syndicats des cheminots de l'Orne, de Bordeaux, de Paris-Est, de Sotteville et de Rouen dénoncent avec vigueur l'intervention largement relayée par les médias de monsieur Edmond Maire, secrétaire général confédéral de la CFDT, en contradiction avec la démarche de la branche cheminots CFDT.

Considérant :

— que malgré quelques avancées concernant les bas salaires, aucun résultat significatif tangible n'apparaît dans les dernières propositions de la direction SNCF en ce qui concerne les revendications avancées: salaires, conditions de travail, retrait définitif de la grille, paiement des jours de

grève, refus de toute sanction;

— que cette prise de position s'est faite en dehors de toute consultation des organismes statutaires de l'organisation et de la base;

— que de nombreux secteurs tant de l'entreprise que du secteur public sont encore dans la lutte aujourd'hui;

— qu'une telle déclaration, véritable coup de couteau dans le dos des travailleurs en lutte, ne peut avoir qu'un effet démobilisateur;

— que seules sont habilitées à prendre des décisions les assemblées générales regroupant l'ensemble des travailleurs en lutte.

Les unions professionnelles régionales et syndicats ci-dessus nommés, ne se sentant pas engagés par une telle déclaration capitulatrice, réaffirment leur soutien à tous les travailleurs en lutte et tiendront compte uniquement des décisions qu'ils prendront au sein de leurs assemblées générales.

Paris, le 12 janvier 1987

## LE ROLE DES ORGANISATIONS SYNDICALES ET L'AUTO-ORGANISATION DES TRAVAILLEURS

La forme d'organisation adoptée par le mouvement remet en question la tradition syndicale majoritaire de la CGT à la SNCF. Elle n'est pas calquée sur le modèle étudiant même si l'exemple a été un encouragement. Depuis plusieurs années le rôle des Assemblées est souligné dans de nombreux conflits cheminots locaux ou dans celui de 1985 (où il n'y a pas eu de comité de grève mais où le mouvement est parti de la base syndicale) même si jamais le mouvement n'a pris cette ampleur. Ampleur significative du rapport des travailleurs aux organisations syndicales aujourd'hui: à la fois, elles sont jugées nécessaires; c'est ce qui explique la participation massive aux élections syndicales et ici, à la SNCF, l'appel fait dès le début par ceux de Paris-Nord pour que les fédérations déposent un préavis, appuient l'extension, fassent circuler l'information. A la fois, on ne leur reconnaît plus un rôle de direction du mouvement, celle-ci revenant de droit à la collectivité des grévistes. Le syndicat devient alors un outil aux mains des travailleurs, ce qui répond à son rôle originel, à une certaine tradition syndicaliste révolutionnaire; mais ce qui n'est pas du tout en harmonie avec les orientations et les pratiques des appareils dominant traditionnellement les cheminots, à commencer par la CGT et par le PCF pour qui la SNCF est un bastion historique.

A travers le mouvement, les travailleurs de la SNCF expérimentent un rapport syndicat/base nouveau qui peut avoir des conséquences importantes dans l'avenir, un jalon pour une recomposition du paysage syndical à la SNCF en faveur des équipes qui se sont engagées le plus résolument et honnêtement dans le processus.

### LA QUESTION «CATEGORIELLE».

Le «corporatisme» de la catégorie des Agents de Conduite s'est exprimé. Ainsi la coordination nationale qu'ils ont mis en place est très représentative de la base, mais aussi d'un certain repli sur

Paris, le 10 Janvier 87.  
UTCL cheminots.

le corps de métier. L'ouverture de la coordination aux autres catégories y a été posée par des roulants mais a été repoussée. Donc un vrai problème. Pas simple, parce qu'il y a aussi dans ce «corporatisme» un des ressorts de la combativité et de l'unité des roulants. La très forte identification des travailleurs au métier soude le groupe face à la direction. L'auto-organisation et l'autonomie face aux fédérations puisent ici aussi des raisons d'exister. S'ajoute un très lourd contentieux entre la catégorie et la direction SNCF, autour de la question des accidents, de la responsabilité et des causes (la grève de 85 avait été un mouvement des travailleurs pour leur dignité collective). La grille des salaires au mérite en introduisant la concurrence entre salariés est senti comme une menace contre la cohésion du groupe. L'enjeu de la lutte est donc en quelque sorte «surdéterminé» par des motivations culturelles et humaines qui expliquent aussi pourquoi les roulants sont prêts à aller très loin. S'ajoute enfin le sentiment de pouvoir faire plier seuls la direction pour ceux qui bloquent effectivement tout le réseau. Pour certains roulants, l'extension peut être vécue comme un risque de dilution de leurs propres revendications et d'un affaiblissement du rapport de force général, les autres personnels ne participant pas également à la grève.

Rien de simple donc: côté pile un risque d'isolement, côté face un facteur de combativité; avec ce paradoxe que cette lutte d'une catégorie (au départ) est aussi la lutte pour toutes les catégories de la SNCF, leurs revendications étant généralisables avec des adaptations pour les conditions de travail.

L'extension à toute la SNCF était en fait nécessaire pour construire le rapport de force en entravant toute l'entreprise: l'objectif de la grève générale à la SNCF était juste. Grâce à lui, plusieurs gares sont totalement paralysées, et de nombreuses catégories du personnel contribuent au rapport de force.

Ce dossier a du être réalisé très vite avec des camarades en plein dans l'action. Les délais de fabrication assez longs du journal (les articles sont donnés plus de dix jours avant la sortie) n'ont pas permis de suivre les derniers développements, ni de rassembler suffisamment d'informations vivantes sur les formes de lutte. De même une réflexion de fond est nécessaire, vue toutes les questions passionnantes posées à travers le conflit.

**UN DOSSIER SPECIAL SUR LA GREVE, REALISE PAR LES CHEMINOTS UTCL ET PROCHES, SORTIRA DANS LES PROCHAINES SEMAINES.**



Vive la Sociale!

## Salariés du privé :

### Les conséquences des négociations salariales dans le secteur public.

Le conflit de la S.N.C.F. et les autres qui ont suivis nous repose une fois encore. L'épineux problème des augmentations salariales que ce soit dans le public ou dans le privé. Les seconds étant liés aux premiers.

Toute personne travaillant depuis 10 ans ou plus peut s'apercevoir que «l'évolution» de son pouvoir d'achat s'est modifiée depuis la fin des années 70.

#### UN PEU D'HISTOIRE

Dans la période immédiate après Mai 68, les salaires ont augmenté dans de bonnes proportions, ce qui a permis à bon nombre de salariés de passer au dessus du stade de pauvreté.

Les années qui suivirent confirmèrent dans des proportions moindres cette orientation. Le pouvoir d'achat des très bas revenus augmentait régulièrement (sous une certaine pression). Cette période permit à ces couches d'accéder à un niveau de vie supérieur: automobile, électro ménager, vacances, etc...

Puis vers le milieu des années 70 un phénomène nouveau allait modifier la situation, sous couvert de choc pétrolier, fermeture de boîtes, augmentation du chômage, premières restructurations, etc...

Ce phénomène étant du, entre autres, à un changement intervenu dans les rapports commerciaux internationaux combinés avec une reprise en main de la situation par le capitalisme français et occidental après ses frayeurs soixant-huitardes.

#### LE PREMIER TOURNANT. ÇA CHASSE!

A la fin des années 70, le célèbre «professeur Barre» avec son «appel de Blois» met les choses au point. Les rapports sociaux vont en être modifiés. La garantie des statuts, le SMIC, les emplois stables, la garantie de l'emploi, le maintien du pouvoir d'achat, etc... tout ça, c'est du passé. L'austérité arrive, la régression sociale galope.

Tout ceci dans un climat politique favorable à cette situation, la rupture de l'union de la gauche entraînant de fait (et volontairement) la division syndicale.

Voici l'époque des «contrats Barre», des baisses du pouvoir d'achat, des évolutions salariales centralisées par l'Etat, des grandes restructurations, des licenciements à la pelle.

#### SECOND VIRAGE. ÇA DERAPE

Mai 81, la gauche arrive. ALLELUIA !! «Ces gens là sont avec nous ça va aller mieux» qu'il était de bon ton de dire. L'ère Mauroy aurait presque pu nous y faire croire: augmentation du SMIC, des retraites, des allocs, droits nouveaux, 39h, 5<sup>e</sup> semaine, STOP! STOP!

Nous étions paraît-il à 2 doigts de l'accident. Alors qu'au tout départ c'était le chômage et les inégalités qu'il fallait combattre, maintenant c'est l'inflation (entendons des salaires principalement) et les attaques contre les entreprises.

«suite page suivante»



Etudiants, cheminots: une volonté s'est affirmée, celle de la Démocratie, de la maîtrise du mouvement par la base. A sa source la défiance vis à vis des appareils mais aussi, en positif, une volonté d'égalité, d'autonomie, et d'UNITE. Depuis très longtemps, ces exigences n'avaient pris une telle place, même s'il y a derrière nous l'impact des aspirations de Mai 68, qui ne se sont pas concrétisées durablement mais qui ont impressionnées de larges couches de travailleurs et de militants.

Le ton est donné, et dans toutes les entreprises, toutes les luttes, on peut désormais poser la question de la démocratie, de «l'autogestion de la lutte», avec des chances de réussites.

#### ASSEMBLEES SOUVERAINES, ET COMITES DE GREVES.

L'Auto-organisation ne peut se résumer à quelques slogans magiques. Pour nous, l'auto-organisation doit répondre à une aspiration très largement et consciemment partagée par les concernés. L'essentiel repose donc dans la dynamique, dans la pratique réelle, et non dans telle ou telle structure, tel ou tel

## Autogestion des luttes LES PROPOSITIONS DES COMMUNISTES LIBERTAIRES

schéma. La seule structure indispensable d'emblée, c'est celle de la réunion de tous, dans le cadre le plus approprié pour permettre une présence effective: ce sont les Assemblées Générales. C'est là et seulement là que peut commencer à se réaliser la Démocratie: l'expression libre de toutes les opinions, dans un climat de réelle écoute (et donc aussi avec une organisation des débats). Puis c'est la décision collective, prise démocratiquement, selon les cas au consensus ou au vote (qui exprime plus fiablement, bien souvent, la volonté réelle des gens, que le «consensus» restant celui des grandes gueules). Décision que chacun s'engage à suivre, ou du moins à ne pas entraver, quitte à ce qu'une Assemblée suivante, l'expérience faite, la situation changeant, le débat progressant, transforme l'orientation précédente. Décision que les délégués, représentants, etc, doivent considérer comme le mandat impératif fixé par la base et à respecter

scrupuleusement. La démocratie directe est là: on ne désigne pas qui va nous diriger, on collectivise le pouvoir de décider. Dernière condition et non des moindres: pour mériter sa souveraineté, l'Assemblée doit être représentative, et donc ouverte à tous, rassemblant réellement les travailleurs ou les grévistes concernés. Pour préparer ces Assemblées, et pour que chacun puisse avoir accès à la parole, des commissions ouvertes, des réunions par services, ateliers... sont souvent d'une grande utilité.

La volonté, aujourd'hui, ce n'est pas de subir de nouveaux dirigeants, c'est d'auto-diriger. Les manipulations, les mini-putchs, les rêves autoritaires inspirés du bolchévisme modèle 1917, révisé ou non, sont loins des aspirations du jour.

Le plus important pour les Communistes Libertaires, c'est donc le vécu réel des travailleurs, la démarche consciente, les débats, le mandat. Nous nous défions des schémas tout faits, plaqués prématurément.

#### COORDINATIONS NATIONALES.

La démocratie à la base ne signifie pas éclatement: la coordination est à l'ordre du jour et c'est un signe de grande maturation. Cette volonté: respecter la position de la base fixée dans ses Assemblées Générales, et en même temps, permettre à cette expression de se coordonner nationalement sans être trahie, représente une sorte de révolution culturelle aux conséquences insoupçonnables. En effet c'est le rôle dirigeant (pas l'existence nous y reviendrons) des fédérations et confédérations qui est remis en cause. Mais aussi, c'est une forme nouvelle de démocratie qui est expérimentée à grande échelle, différente, opposée à celle de la délégation de pouvoir qui structure la «démocratie» libérale. Ce sont bien des valeurs autogestionnaires, anti-autoritaire, qui s'expriment ici spontanément.

La mise en oeuvre de ces coordinations n'est pas sans difficultés. Les bureaucraties syndicales ont leur pouvoir sur la selette. Les tentatives de manipulations, ici aussi, peuvent s'exprimer. De même, des résistances corporatistes ne facilitent pas l'unification des travailleurs même d'une seule entreprise. Mais l'idée est bien là, qui avance.

«suite de la page précédente»

#### L'ACCIDENT

En 1982, pour en revenir aux salaires proprement dit, bien que tout ceci soit intimement lié, le blocage et le contrôle des salaires arrivent. Les premiers touchés les salariés de l'Etat, par mesure d'annulation: le privé suit immédiatement.

A partir de ce moment toute politique contractuelle de négociation est terminée. Le gouvernement contrôle les opérations par l'intermédiaire des négociations dans le secteur public et des consignes dans le secteur privé.

A cette période les économistes du P.S. avec la complicité de fait du P.C., par l'intermédiaire du ministre communiste Anicet Lepors, incorporent un nouveau facteur dans le calcul des augmentations salariales «L'EFFET REPORT».

C'est cet immonde poison que nous nous trimballeons depuis cette époque. Pour expliquer brièvement, «l'effet report» consiste à calculer les augmentations de salaires d'une année complète (en masse) sur l'autre, en incorporant au calcul le fait que les augmentations obtenues en début d'année comptent plus que celles de fin d'année, car elles prennent effet plus tôt et se reportent sur les autres. Auparavant les augmentations étaient calculées en niveau, c'est-à-dire un pourcentage en plus par rapport au niveau précédent, ce qui est toujours le cas pour le calcul de l'inflation.

Aujourd'hui, selon ce système «en masse», 1% + 1% ne fait plus 2% d'augmentation sur l'année mais selon les mois où ont eu lieu les augmentations cette année et l'année précédente, cela peut faire 3 voir 3,5 ou 4%. Tout ceci permet au patronat et au gouvernement d'affirmer que le pouvoir d'achat est maintenu voir augmenté.

#### LE CONSTAT

L'inflation étant calculé en niveau, et les salaires en masse avec «effet report», le résultat direct est une baisse du pouvoir d'achat d'une manière accrue pour les salariés depuis cette époque.

La politique des 3 gouvernements qui se sont succédés (Mauroy, Fabius, Chirac) reste constante: faire payer aux travailleurs une situation économique internationale en mutation. Les faire payer pour un système de société qui périclite, et que les tenants veulent voir subsister à tout prix.

Les résultats sont là pour juger. La baisse de consommation des ménages pour des secteurs dits «périphériques» comme les loisirs, les congés, l'hygiène, la santé s'est accrue ces dernières années. L'alimentation, l'habillement et le logement (besoins vitaux quotidiens) sont moins touchés que les autres.

La paupérisation s'est développée chez les personnes ayant au départ des bas revenus, qui n'ont cessé de baisser. Et plus encore chez les rejetés de la société, sans emplois et précaires, où des phénomènes en nette régression depuis des décennies se retrouvent aujourd'hui de plus en plus fréquents comme la faim, les maladies graves (recrudescence de la tuberculose), l'absence de domicile, la clochardisation.

La baisse du pouvoir d'achat qui entraîne bon nombre de bas salaires vers ces différents phénomènes, ne cessera sa poussée que si une riposte à la mesure de l'attaque est engagée.

#### REPORQUAGE

Toutes les négociations salariales de ces dernières années, à de rares exceptions près, se sont soldées négativement pour les travailleurs des branches concernées.

Au nom de la lutte contre l'inflation et la crise, le gouvernement libère les prix et baisse les salaires.

Les salariés du secteur public doivent se battre puissamment sur les salaires, et seulement là, ceux du privé, malgré le chantage à l'emploi qu'ils subissent en permanence, pourront les suivre.

C'est la seule condition au déblocage de la situation actuelle.

Jacques MERLIN.

\* Autogestion des luttes  
\* contre-pouvoir  
**«POUR L'ALTERNATIVE  
LE PROJET COMMUNISTE**

**LIBERTAIRE»**

Projet de Société et d'action.  
65F.

Commandes aux Editions L.  
BP 286 75 525 Paris Cedex 11.

Les Communistes Libertaires ne sont pas à court d'arguments. Ils sont porteurs d'un Projet, d'un «modèle» si on veut, de démocratie autogestionnaire, lui-même inspiré des expériences les plus avancées des luttes ouvrières passées. Le «Fédéralisme autogestionnaire» que nous proposons, repose à la fois sur le maximum d'autonomie et d'initiative à la base, et sur la Solidarité, la coordination, sur la direction collective de la base sur toutes les grandes questions. Il s'en suivrait dans les conflits sociaux, pour l'organisation de coordinations nationales (ou régionales) de conflits, un va et vient entre réunions de coordination, composées de délégués dûment mandatés, et Assemblées souveraines de la base. Dans un premier temps, la réunion de coordination permet aux délégués d'exprimer les diverses opinions, propositions, etc, discutées dans les Assemblées; elles sont synthétisées, pour que la coordination puisse proposer aux Assemblées, sur chaque question importante, un éventail des choix possibles, représentant fidèlement les diverses opinions des AG. Dans un second temps, aux Assemblées de trancher souverainement. Techniquement impossible? Bien sûr que non: nous sommes tout de même à l'heure du téléphone, du minitel, du micro-ordinateur, pas de la diligence postale! Pourtant cette conception de la démocratie a longtemps été jugée «utopique». N'est-elle pourtant pas, justement, «en phase» avec les aspirations et les pratiques d'aujourd'hui?

#### POUR UN SYNDICALISME RESPECTANT LA DEMOCRATIE DE BASE.

Face à la force du mouvement cheminot, les responsables syndicaux sont obligés, dans un premier temps, de faire le dos rond. Certains se retrouvent pleinement dans cette exigence de démocratie. D'autres, nombreux, sont viscéralement et politiquement opposés, et près à la piétiner dès que possible. Le mouvement pose en effet au syndicalisme des questions de fond qui renvoient à la pratique, à la stratégie, à la conception de la société, et même à l'éthique. Il y a bien deux conceptions du syndicalisme en présence, l'une, la nôtre et celle de nombreux syndicalistes combattifs, qui voit dans le syndicat un outil au service des luttes – ce qui ne nie en rien son rôle actif d'animateur et de force de proposition – et l'autre qui reproduit les schémas de hiérarchie et de délégation de pouvoir.

Le conflit à la SNCF démontre dans les faits qu'un autre syndicalisme est possible. Les travailleurs en sont les premiers demandeurs: respect des positions de la base, et unité. Parti des roulants de la Gare du Nord, le mouvement a été dès le début soutenu par la fédération CFDT (celle de la CGT et de la FGAAC ayant refusé, alors) déposant un préavis de grève et appelant immédiatement à l'extension. Un syndicalisme différent peut vraiment contribuer à faire avancer les choses. Souhaitons que cette attitude «à l'écoute» se poursuive jusqu'au bout...

Le climat nouveau n'est pas propre aux seuls cheminots. Dans de nombreux secteurs, on peut commencer à remobiliser, et sur des bases nouvelles. Pour conclure provisoirement, quelques pistes



# Vive la Sociale!

Novembre 86–Colloque:

## «LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE»

Colloque les 29 et 30 Novembre 1986

\* Le Colloque-Forum «Le syndicalisme Révolutionnaire. La recherche d'une alternative Ouvrière» organisé par LUTTER! les 29 et 30 novembre derniers a été réussi. Plus de 300 personnes sur les deux jours ont pu assister à des débats d'une grande richesse, et y participer. Ces journées articulées en trois volets: Histoire, International et Forum sur l'actualité, ont permis d'évoquer une bonne partie des problématiques de celles et ceux qui cherchent les termes d'un SYNDICALISME NOUVEAU tout en se réappropriant un acquis historique.

\* La diversité des intervenants a permis le pluralisme souhaité par LUTTER! Diversité des régions présentes, des secteurs d'activité (automobile, SNCF, aérien, PTT, sidérurgie, etc). Mais aussi interventions de camarades du secteur associatif et des militants actifs dans les luttes étudiants. Diversité des expériences, bien sûr, dans le Forum international (mouvements en Algérie, CNT espagnole, syndicalisme en Suisse, CGIL et conseils d'usines en Pologne et SMOT en URSS...) Diversité des appartenances syndicales (CGT, CFDT, FEN, mais aussi syndicats de lutte indépendants comme le SNPIT d'AIR Inter.) Et aussi, diversité dans la formation et

les origines politiques, puisque des syndicalistes ont pu discuter sans a priori, qu'ils soient par ailleurs politiquement inorganisés ou qu'ils participent à la FA, à la LCR, au PAC, à la FGA, à Gauche Autogestionnaire, au PC, à l'UTCL...

\* Nous sommes conscients des faiblesses et des manques qui ont pu accompagner cette réussite. Certaines étaient difficilement évitables: nombreux sujets abordés, et donc souvent «survolés», avec parfois une insuffisance de concrétisation due à ce fait. Beaucoup d'intervenants, ce qui a ajouté à la richesse d'un côté, mais de l'autre a limité les débats...

\* Reste qu'il est trop rare que des échanges aussi riches se fassent, sur les sujets abordés, dans des réunions publiques. Reste aussi que ce Colloque-Forum a permis de marquer dans la période actuelle de recherches en toutes directions, l'existence, l'implantation et le sérieux d'un Syndicalisme révolutionnaire contemporain.

\* Nous souhaitons que se multiplient les occasions de débats sur la question syndicale, dans des cadres pluralistes et diversifiés. Nous soutiendrons pour notre part toutes les initiatives allant dans ce sens. Ainsi nous avons fait écho des Rencontres «Ecologie et Mouvement ouvrier» tenues le 17 Janvier, 69 rue de la Chapelle Paris 18°.

De même, plusieurs des intervenants au Colloque-Forum de Novembre sont porteurs d'un projet de revue de débat syndical, et on ne peut que souhaiter sa réalisation, et se mobiliser pour le soutenir.

Nous tenons tout particulièrement à remercier toutes celles et ceux, syndicalistes, militants, chercheurs, qui ont accepté de venir exprimer leur point de vue au cours du Colloque-Forum. Et parmi eux les intervenants:

**Pour le débat sur le syndicalisme révolutionnaire:**

Octavio ALBEROLA;  
Roger BOSSIERE;  
Jacques BLAISE;  
Daniel COLSON;  
Ronald CREAGH;  
Daniel GUERIN;  
PION;  
Larry PORTIS;  
Georges RIBEILL.

«suite page suivante»

proposées à l'esprit-imaginatif! – des lectrices et des lecteurs:

– Dans la Fonction Publique et dans de nombreux secteurs du privé les négociations syndicales s'engagent en Janvier et Février. Traditionnellement les accords sont signés ou refusés sans l'avis de la base, c'est à dire des premiers concernés. N'est-ce pas le moment de faire progresser l'idée de rédérendum de tous les travailleurs, précédés d'Assemblées Générales de débat, toute signature étant suspendue à la décision démocratique de la base?

– Il y a certes «exemplarité» des mouvements actuels. Feront-ils boule de neige? L'attentisme serait bien mal inspiré: il faut ouvrir à la combativité la possibilité de s'exprimer, d'éclater ou de murir selon les lieux. Donc, tout de suite: donner la parole, provoquer les débats. C'est déjà ce qu'ont commencé à faire de nombreux militants combattifs, en préparant des réunions de personnel, des AG, la rédaction de cahiers revendicatifs avec les travailleurs etc... Pour que, comme dit l'autre, «le flot monte», mais vraiment, abaissons les barrières du silence: LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS!

S. Patrice.

# LES ENJEUX D'UNE VICTOIRE

Ils ont gagné.

Mais cette victoire a encore – plus d'un mois après – un goût amer.

Il aura fallu un visage à jamais défiguré; une main arrachée; et la mort, la mort de Malik...

Il aura fallu les reportages courageux des journalistes de la télé, désignant les violences et les provocations policières; il aura fallu la perspective d'une grève générale... La menace que la colère gagne le mouvement ouvrier, pour que le pouvoir recule. Troublante victoire.

Mais victoire, néanmoins.

Car, comme après le formidable mouvement de mai-juin 68, pour les jeunes de 86, mais aussi pour de nombreux travailleurs et militants, «rien ne sera plus comme avant». Un tel déferlement ne peut pas ne pas laisser des traces. Des centaines de milliers de jeunes, en quelques jours, sont allés à l'école de la rue, à l'école de la bataille collective. Ils ont appris au cours de ces courtes semaines bien plus que dans n'importe quel ouvrage théorique.

Ils ont réussi le tour de force de réveiller les plus sceptiques, jusque dans les entreprises, où les échecs, les reculs, la perte de confiance dans les luttes s'étaient accumulés depuis des années.

Formidable victoire.

Qui sonne comme une gigantesque giflle donnée à un gouvernement qui avait fait de l'injustice sociale son crédo, à une majorité politique qui avait fait du cynisme la suprême vertu.

Les jeunes de 1986 ont su montré, mieux que n'importe quelle explication laborieuse, ce qu'est ce «libéralisme» dont la droite nous a tant vanté les mérites et dont la gauche, hier au gouvernement, a tracé le chemin. Ils ont démasqué durablement les Pasqua-Pandraud, duettistes de la bavure, les Chirac-Monory fringants libéraux et maîtres es-autoritarisme.

La jeunesse a su imposer, face aux politiciens, face aux magouilles d'où qu'elles viennent, son autonomie,

son unité, ses valeurs d'égalité. La première grande leçon est bien celle d'une lutte irréprochable, maîtrisée, basée sur une authentique démocratie directe et sur une méfiance salutaire à l'égard de la délégation du pouvoir.

Et maintenant? La vigilance, plus que jamais, est à l'ordre du jour. Car si la loi est retirée, n'oublions pas que son «esprit» est déjà présent dans le système en place. La concertation annoncée par Monory peut être un des moyens pour le pouvoir de faire passer, mais en douce et graduellement, une loi Devaquet qui ne dirait pas son nom. C'est d'ailleurs ce qu'expliquait Giscard le 4 janvier: pourquoi avoir pris le risque de faire une grande loi alors qu'on aurait pu obtenir les mêmes résultats par le jeu de la décentralisation?

Il faudra donc veiller à maintenir la mobilisation. Ainsi, capitaliser la réflexion amorcée pendant la lutte pour avancer des projets alternatifs à l'université actuelle. L'enjeu est de taille, à multiple détente: contrer les projets du pouvoir et tout autant ne pas laisser les états-majors se substituer à l'ensemble des jeunes, étudiants et lycéens. L'enjeu est celui de la formation, professionnelle ou générale, de l'ouverture de la fac aux travailleurs, du type de système éducatif, pour quel type de société. Enjeu immédiat et d'avenir qui nous concerne tous, jeunes, travailleurs, enseignants. Dans l'éducation, il est grand temps de préparer les ripostes adéquates pour non seulement imposer nos refus mais aussi jeter les bases de véritables contre-pouvoirs.

Les jeunes ont montré que c'était possible. N'attendons plus.

De grandes mobilisations, dans l'unité et par la démocratie directe sont à l'ordre du jour. Pour stopper les projets du libéralisme et reconstruire un mouvement social offensif, il n'est pas de priorité plus urgente.

Maintenant, on peut gagner!

Marco Sazzetti.

## PRINTEMPS, DECEMBRE

### Y'A PLUS DE SAISONS!

On l'a disait assagie, libérale, conservatrice. Et la voilà qui envahit les rues. Spontanément, sans prévenir, la jeunesse a fait son come-back. Un bain de jouvence tonique et vivifiant pour tout le monde. Encore!

Liem-Khé (ancienne «rouleuse» de Convergence 84), Philippe, Eric, Pierre et Barbara.

Etudiants libertaires à Nanterre. Pour eux comme pour toute une génération, quelque chose d'inespéré s'est produit en cette fin 86.

«A Nanterre, tout a basculé le 29 novembre. On passe en une heure d'une AG de 300 personnes à plus de 1500 étudiants. La grève est votée à l'unanimité. L'UNEF-ID, d'abord réticente à la grève est obligée de suivre.» En effet, à Nanterre comme ailleurs, «dès le départ, les gens ont rejeté les appareils». Dans cette dynamique d'unité et d'auto-organisation. «l'appel de Caen a été un élément moteur incontestable. La perspective était la mise en place, par-tout, de collectifs unitaires du même type que celui de Nanterre» indique Philippe.

### «TOUT LE MONDE SE SENTAIT CONCERNE».

Pour Liem-Khé, cette soudaine mobilisation de la jeunesse s'explique, entre autres, par «un climat auquel les jeunes étaient très sensibles depuis le retour de la droite: le durcissement, la politique sécuritaire, l'intolérance du gouvernement envers la jeunesse. Alors que la marche des Beurs, Convergence 84, SOS-Racisme avaient remis au goût du jour des valeurs d'égalité, d'antiracisme, vouloir ouvertement imposer quelque chose d'aussi inégalitaire que la sélection par l'argent, c'était trop!» Trop injuste, bien sûr, trop cynique aussi. Cependant, la loi Devaquet, loin de polariser les problèmes, agit au contraire comme révélateur: «A la différence de l'UNEF-ID, nous avons dit très vite qu'il ne suffisait pas de combattre ce projet, mais que l'ensemble du système

Sur l'Espagne 36 - 37:  
Enrique MARCO NADAL et Antonio RIVERA de la CNT;  
Georges FONTENIS;  
Frank MINTZ;  
Daniel GUERIN.

Pour le Forum International:  
Des syndicalistes de Suisse et d'Italie; un camarade du Comité contre la répression en Algérie;  
Paco MARCELLAN du comité confédérale de la CNT espagnole;  
Vladimir BORISSOV du SMOT (syndicat libre d'URSS);  
Zbygniew KOWALESKY (Solidar-

nosc);  
Nicolas TRIFFON (de la revue Iztok).

Pour le FORUM sur l'alternative:  
Michel ANGER; Henri BENOIT;  
Alain BIHR; Alain BEITONE;  
Albano CORDEIRO; Mireille COUHE;  
Julie CORBEAU; Henri CELLIER;  
M.DENATTY; Michel DESMARD;  
Jean-Marie GUERINEAU; D.GUIBERT;  
Charles HUARD; Jean-Michel LONGCHAL;

«suite de la page précédente»

Charles LORIAN; Patrick LANZY;  
J.P. NOAL; Michel RAVELI;  
Pierre REME; Daniel RICHTER;  
Chantal ROGERAT; Serge ROUX;  
Patrick ROZENBLATT; Alain SAUVAGE;  
René SCHULBAUM; Pierre STRADY;  
Véronique TEISSER; Jacques TOUBLET;  
Marie-Françoise VABRE; Serge VOLKOFF.

actuel universitaire était à rejeter. Les cahiers de doléances qui circulaient nous ont d'ailleurs conforté dans cette idée» confirme Philippe. Partir de cette démarche, «c'était reconnaître la critique du projet Savary, poser les questions de fond sur la sélection, l'ouverture de la fac aux travailleurs» complète Eric. Et effectivement, la gauche n'est pas blanche comme neige en matière de sélection: «à l'époque où il était ministre, Chevènement avait dit qu'il n'était pas forcément contre la pré-sélection à l'entrée en fac. Il était d'ailleurs plutôt favorable, au départ, au projet Devaquet... avant de se faire rappeler à l'ordre par le PS». L'exemple du gouvernement socialiste espagnol est à ce titre assez éloquent: «quelles que soient les étiquettes des équipes au pouvoir, c'est bien à une restructuration capitaliste du système universitaire à laquelle on assiste en Europe».

#### «IL A FALLU S'ORGANISER».

Parti de la confusion la plus totale, le mouvement a très rapidement mûri et s'est donné les moyens de son auto-organisation, en fonctionnant sur une véritable démocratie directe: «les délégués avaient un mandat impératif et étaient révocables à chaque AG. De nombreuses commissions se sont mises en place. On ne se contentait pas de dire «non», on cherchait des réponses, des solutions alternatives au projet.» Cette pratique de la démocratie directe n'est pas sans conséquences: «très vite, dans les débats de commissions, se sont posés d'eux-mêmes, et pas par des militants ou des étudiants politisés, des problèmes globaux: le type de société par exemple!»

Pourtant le mouvement s'affirme «apolitique»: «Avant tout, les étudiants voulaient rester maîtres de leur mouvement. Le refus de «la politique» était pour l'essentiel le refus de la récupération d'où qu'elle vienne, le refus de la politocaille des partis, des états-majors. Car, en fait, les gens discutaient volontiers de politique, et de bien d'autres choses que la loi: notamment le code de la nationalité, l'IVG.»

#### «CE SONT LES TRAVAILLEURS QUI SONT VENUS VERS NOUS».

Cette «politisation», tout le monde s'accorde à en reconnaître la réalité et l'importance même si, pour Pierre, «il s'agissait d'une remise en cause d'une politique gouvernementale et non d'un système». Pourtant, cette prise de conscience, si elle ne s'accompagne pas de «références idéologiques» va quand même très loin, comme l'explique Philippe: «dès le soir du 27 novembre se pose, bien au-delà, à mon avis de la question gouvernementale, celle de la démocratie réelle dans une société: les étudiants ont fait la preuve qu'ils sont majoritairement contre ce projet, et avec eux la presque totalité de la population. Pourtant le gouvernement entend maintenir la loi. Beaucoup de jeunes ont à ce moment-là ouvert les yeux.»

La Coordination Libertaire Etudiante (CLE) existe maintenant depuis plus de deux ans (v.«Lutter!» n°9) et regroupe des libertaires de diverses sensibilités: organisés (UTCL, FA) ou non, les militants de la CLE ont en commun la volonté de regrouper, sur des bases larges, les étudiants autour d'une pratique et d'intervenir sur tous les terrains touchant la jeunesse, y compris bien au-delà du seul cadre universitaire.

## Lycéens - étudiants DOSSIER

### PRINTEMPS-AUTOMNE Y'A PLUS DE SAISONS!

#### Table ronde



#### PLAN DE BATAILLE.

Le 22 novembre, sous la pression du mouvement naissant, les Etats Généraux de l'UNED-ID changent de nature et deviennent ceux de l'ensemble des étudiants. Une Coordination Nationale est élue; son mandat: le retrait total du projet Devaquet.

Le 27 novembre au soir, après la première grande manifestation, et le refus gouvernemental, la coordination lance le mot d'ordre «d'état d'urgence» avec occupation des facs. Le 4 décembre, après un nouveau refus, c'est la répression. Répression qui aboutira la nuit suivante à la mort de Malik.

La Coordination Nationale a fait couler beaucoup d'encre, notamment dans le «Figaro» et autre torchons (ils voient des sidas partout!). Accusée d'être noyauté par l'extrême-gauche, il est clair que, à Droite comme à Gauche, on se serait bien passé de la dynamique de démocratie directe du mouvement étudiant. N'en déplaise aux Etats-Majors, elle dépassait les structures syndicales ou politiques et représentait, avec certes ses contradictions, l'ensemble du mouvement.

Exemplaire. Un exemple que n'ont pas tardé à suivre les cheminots.

Ainsi, dans les LEP, vers la fin du mouvement, on a assisté à de véritables prises de conscience: conscience d'appartenance de classe, d'être dans un système scolaire visant à la reproduction de la société capitaliste. Les mecs disaient: de toutes façons, on finira à l'usine... De même dans les lycées, les menaces d'exclusions et les diverses pressions exercées par l'administration ont joué en la faveur de la radicalisation. Une telle radicalisation ne devait-elle pas fatalement aboutir à une ouverture en direction des travailleurs?

«En ce qui concerne cette question, poursuit Philippe, il faut noter, et c'est l'intéressant, qu'à Nanterre, ce ne sont pas les étudiants qui ont fait le premier

pas, mais les gars du centre de tri, des cheminots de la FGTE - CFDT, des gars des boîtes de la CFDT, de la CGT qui sont venus nous apporter leur soutien, nous ont demandé de venir les informer pendant l'heure d'info syndicale.» Pourtant, chez les étudiants, la liaison avec les travailleurs était loin d'être une évidence: autant l'enthousiasme soulevait unanimement les AG à la lecture de chaque nouveau communiqué de soutien émanant d'une structure syndicale, autant la peur de la récupération/assimilation était toujours très forte. En fait comme l'indique Pierre, «c'est surtout après le 4 décembre que s'est opérée la jonction avec le mouvement ouvrier. Sur la question de la répression».

## «LES FLICS ONT CHARGÉ. C'ÉTAIT VRAIMENT SAUVAGE».

Le 4 décembre au soir, la manif est une incontestable réussite. Mais beaucoup veulent aller plus loin. Liem-Khê raconte: «les étudiants de Nanterre et bien d'autres ne voulaient pas avoir marcher pendant 8 km pour assister à un concert. Il y a donc eu un débordement de plusieurs milliers de jeunes se dirigeant vers l'Assemblée Nationale. Puis il y a eu l'annonce du refus gouvernemental. Et les flics ont chargé. C'était fou, tout le monde était surpris. Jusque là, le mouvement était encore «bon enfant». Les jeunes ne comprenaient pas l'injustice doublée de la répression qui s'abattait sur eux. Les flics qui chargeaient, pour beaucoup d'étudiants, c'étaient des images d'épinal pour «anciens combattants» de 68... Pour dire à quel point il y avait une grande naïveté: lorsque les CRS ont commencé à tirer, beaucoup croyaient qu'il s'agissait d'un feu d'artifice! Et puis a suivi la grande panique, le choc de se retrouver en face des flics casqués, matraques, boucliers, armes aux poings. La plupart des jeunes n'en revenait pas. Un certain nombre s'est même assis, pensant que les CRS ne frapperaient pas des gens faisant un sit-in pacifique. Malgré ça, ils se sont fait charger. En une nuit, toute une génération en a pris beaucoup plus qu'en dix ans». Les flics de Pasqua-Pandraud montrent alors leurs vrais visages: «en dix minutes, poursuit Barbara, il y a un retournement de situation incroyable: du «pacifisme apolitique», bon enfant, on passe à «on n'est pas au Chili!», «Pasqua démission», «CRS - SS» etc... Ces slogans sont réapparus spontanément par des gens qui ignoraient tout pour la plupart du militantisme».

Quelle chose a basculé. Selon Liem-Khê, «la répression dans les nuits du 4 au 5 et du 5 au 6 a accéléré la prise de conscience et durci la combativité chez les jeunes et a beaucoup touché la population. A partir d'une telle aggravation de la situation et d'un tel engrenage de la violence, il devenait clair pour de plus en plus d'étudiants qu'on ne pouvait plus gagner seuls. C'est ainsi que dès le 5 au soir à Nanterre, donc avant la mort de Malik, nous avons voté pour l'unité des étudiants et des travailleurs».

## «ON VOULAIT CONTINUER, RESTER ENSEMBLE».

«Après la nuit du 4, témoigne Eric, j'ai ressenti quelque chose de très fort dans les manifs qui ont suivi: les gens

## Daniel Guérin AVEC LES JEUNES EN 68 ET 86!

Au milieu d'eux en 68, j'avais déjà, morbleu, 64 balais. J'étais dans leurs manifs et c'était tout juste si je parvenais à sauter avec eux en scandant hop, hop, hop! ou en prenant le pas de course. Dans les débuts, le mouvement n'était guère plus politisé qu'hier: un brin de solidarité avec les gars du 22 mars à Nanterre et avec les expulsés-inculpés du 2 mai à la Sorbonne. Le soir du 11, nous écoutions Dany juché sur le Lion de Belfort, pratiquant la démo directe et débattant avec tous sur l'itinéraire à faire prendre à la manif. Les lycéens étaient alors plus nombreux que les étudiants et fort novices en matière de castagne. Il fallut que, plus tard dans la nuit, ponts et boulevards barrés, l'afflux juvénile fût aculé dans le piège de la rue Gay-Lussac, dût dépaver et, afin de se défendre, ériger des barricades, pour subir l'assaut des CRS ivres.

Alors, enfin, ce fut la totale politisation, en même temps que celle des ouvriers accourus à la rescousse. C'est, comme hier, la répression qui nourrit la lutte. Le soir du 13 mai, nous étions un bon million à travers Paris. Paniqué, Pompidou rouvrit la Sorbonne aux étudiants.

Le formidable foyer de la rébellion s'installa dans ce blockhaus universitaire, toutes tendances mêlées. De même que les grèves avec occupations ressoudent les travailleurs jour et nuit, la Fac reconquise devint notre forteresse à tous. Dans le grand amphî, les anars y tenaient d'énormes débats sur l'autogestion. Tout le monde y obtenait la parole, jusque tard dans la nuit. C'est ce qui manque jusqu'ici au sursaut de fin 86. La dissolution légale de la Coordination Nationale étudiante nous prive, jusqu'ici, de cette irremplaçable caisse de résonance.

En comparaison avec 68, nous n'en sommes encore qu'au début de

l'intervention massive des travailleurs qui, il y a dix-huit ans, a beaucoup plus flanqué la pétocette aux possédants que la guérilla estudiantine. Mais cela viendra. La CGT, pour des raisons certes intéressées, n'est plus, au moins pour l'instant, capitularde. Elle n'essaie plus d'enfermer les gars dans les usines, hors du contact d'étudiants, pour des parties de belote et des graissages des machines. Quant à la direction CFDT, elle semble avoir décroché de sa base, autrement plus combative qu'Edmond Maire.

On ne répétera pas les bourdes de 68, comme de se laisser battre en retraite dans le quartier Latin, alors que brûlaient la Bourse et les archives dans les cabinets ministériels.

Pas de nouvelle tentative de récupération à la Mendès au stade Charléty. Si le fourbe Grand-Charles put faire fomentier et réussir par ses sbires du type Pasqua la contre-manif des Champs, ce n'était pas parce que nous avions été trop loin, mais qu'au contraire nous n'avions pas été assez loin. Les stalinien de Séguy et l'inexpérience étudiante nous avaient fait manquer le coche. L'ultérieure et battarde «union de la gauche» a périclité et Krasucki ne peut plus se permettre de jouer les Séguy.

La jeunesse studieuse est plus avertie que celle de 68, bien qu'elle veuille se dire, pour un temps, «apolitique». Elle a appris très vite, elle mûrira plus vite encore. Croyez un vieil invalide qui la flaire et la comprend!

Elle n'a pas dit son dernier mot. Elle ne se laissera pas flouer, ni par les aparatchiks en herbe, ni par les «peaux de lapin». Tout en respectant son autonomie, nous vibrons et luttons avec elle pour un futur sans dieu ni maître.

Daniel GUERIN.



avaient envie d'être dans la rue. Ils avaient envie de rester ensemble». Pierre également confirme cette ambiance: «on ne savait plus où on allait, on voulait rester groupés, sur les trottoirs, partout. On n'avait plus envie de rentrer chez nous. La rue était à nous». Après la mort de Malik, «des jeunes avaient la haine, les revendications s'étaient effacées, on ne parlait même plus de Devaquet. Le ras-le-bol était énorme. Tant de choses s'étaient accumulées...» termine Liem-Khé.

#### «LE SCENARIO CLASSIQUE DE LA PROVOCATION».

A voir comment la répression a joué en la défaveur du gouvernement, on peut se demander pourquoi celui-ci a crû devoir utiliser cette carte et, avec elle, la - grosse - ficelle de la provocation, n'hésitant pas à réessusciter les «casseurs» chers, en d'autres temps à Marcellin et Poniatowski. Pour Philippe, «le gouvernement a fait une erreur d'analyse sur le mouvement. Il n'a voulu y voir que l'aspect «bon enfant» qui était réel mais qui n'était que la surface des choses. Le pouvoir s'est dit: on va leur faire peur et ils vont rentrer chez eux, ce sont des enfants sages. Il voulait donc jouer la division: s'il y a répression, c'est la faute aux «gauchistes et anarchistes de tout poils et de toutes nationalités». Mais là, ils se sont plantés complètement». Cette analyse, Liem-Khé la partage et la complète: «La thèse du «complot» anarcho-gauchiste avait commencé avant: n'expliquait-on pas que s'il y avait eu «échec» des «négociations» avec Monory, c'était parce que la Coordination Nationale était noyauté par l'extrême-gauche? Par là dessus, le pouvoir a joué le scénario classique de la provocation. Les reportages de TFI et autres l'ont bien montré. La tentative d'intox n'a donc pas marché.»

Mais les tentatives de division ne venaient pas que de la Droite, comme le précise Eric: «Juste avant la mort de Malik, le PS, l'UNEF-ID étaient prêts, à leur manière, et pour d'autres raisons, à reprendre la thèse du «complot» des révolutionnaires; même chose chez Edmond Maire où le seul message de soutien aux étudiants était une mise en garde contre... les «gauchistes!» «La CFDT sait le prix des manoeuvres gauchistes pour le mouvement ouvrier».

#### «RADICALISES PAR LA PRATIQUE».

Etonnante jeunesse, qui surprend tous les états-majors, qui ne «colle» à aucune grille d'analyse des politiciens pour qui elle était sage, intégrée... Pour Liem-Khé, «C'est une génération bien entendue très différente de celle des années 60-70: ce ne sont pas des idéologies ou plutôt des systèmes cohérents de pensée qui la font bouger mais des valeurs; on veut être très pragmatique et paradoxalement on veut «tout, tout de suite»! Mais cette fois sur des objectifs concrets et ponctuels. On a fait la comparaison - inévitable - avec 68. En fait, il y a un dépassement que résume assez bien le slogan «68, c'est vieux, 86, c'est mieux». Slogan qui ne doit pas être interprété dans un sens péjoratif. Cette génération a voulu dire: 68, c'était quelque chose, mais nous, dans les années



Le mouvement de la jeunesse a imposé de nouvelles données.

C'est pourquoi un regroupement, issu du secteur jeunes de l'UTCL a été constitué: «le Collectif».

Il est né de la volonté des militants étudiants de l'UTCL, très présents dans le mouvement contre la loi Devaquet, de mieux adapter l'intervention communiste libertaire dans la jeunesse.

«Le Collectif» regroupe donc des militants et des sympathisants de l'UTCL et publie, dès ce mois de janvier, son journal mensuel: «Clash». Ce journal s'adresse à tous les lycéens, étudiants qui cherchent un prolongement libertaire aux luttes de la jeunesse.

«Le Collectif» refuse le sectarisme et s'efforcera d'être un des pôles pour l'unité de la jeunesse anticapitaliste, pour l'unité la plus large dans les mobilisations lycéennes et étudiantes.

«Le Collectif» se place résolument aux côtés du mouvement ouvrier et s'inscrit pleinement dans les combats de notre temps: antiracisme et antifascisme, combat contre le sexisme et le militarisme, pour l'écologie et l'internationalisme.

Chaque mois, «Clash» sera au

rendez-vous pour marquer les opinions, les propositions des jeunes communistes libertaires. «Clash» entend bien être un outil pour une intervention militante quotidienne, dans la perspective d'un socialisme libertaire.

#### AU SOMMAIRE DU N°1 DE «CLASH»:

- facs et lycées: le bilan
- de la lutte des jeunes à la grève des cheminots
- LEP et formation professionnelle
- contre le nouveau code de la nationalité
- 68/86, par Daniel Guérin
- Ordre moral, répression: Charles Pasqua and Bobby Pandraud tapent M.A.T.R.A.K. sur minitel...
- ... et pleins de bonnes adresses, infos, tuyaux, sans oublier les concerts et autres culturelles activités!

«Clash» / Collectif, pour tout contact, écrire aux Editions «L» (sans autre mention) qui transmettront. «Clash»: 4F - Abonnement 10N°: 40F  
Chèques à l'ordre de Daniel Guérin.

80, on veut réinventer nos formes de luttes, ce mouvement est à nous, il est nouveau et ne «singe» pas le passé. Philippe affirme que «la crise des modèles idéologiques a eu une grande importance. Les étudiants se sont radicalisés par la pratique. Et aller au-delà de cette radicalisation pour étendre le mouvement de la jeunesse à une critique globale et sociale, n'est pas une évidence, car cela sous-entend des références plus ou moins précises à un projet politique, même flou. Or là, il y a un vide. En fait il y a à la fois complémentarité et décalage entre la pratique du mouvement, et, que l'on peut globalement qualifier d'autogestionnaire, fonctionnant sur la démocratie directe, et le fait

que les gens ne se situaient pas d'un point de vue idéologique par rapport à cette forme de lutte, mais d'un point de vue pragmatique. Ce qu'il nous faut faire maintenant en tant que libertaires c'est dire: l'autogestion, c'est ça, et c'est possible.»

Pour Eric, «Ce qui explique le «réalisme» ou plutôt la maturité de ce mouvement, c'est aussi que cette génération est issue de la crise. Les situations économiques graves ne se comptent plus. La culture de la crise, du chômage est passée par là. Et pourtant la jeunesse a montré qu'elle n'était pas ralliée aux valeurs du libéralisme, elle a montré au contraire ses capacités d'auto-organisation et de solidarité. Elle a montré qu'ensemble on peut gagner!»

## UNE EMULATION POUR LES LUTTES DES TRAVAILLEURS

Le début de jonction entre la grève des lycéens, des étudiants et les syndicats ouvriers a sans doute pesé dans la décision gouvernementale de retirer les projets Devaquet-Monory.

Cependant la rencontre entre la lutte des jeunes et les syndicalistes ne s'est pas faite sans problèmes. L'attitude des diverses organisations durant ce mouvement n'a pas été homogène.

A l'heure des bilans, les débats qui ont traversés les syndicats ne sont pas prêts de se refermer de si tôt. Au contraire même la lutte étudiante et lycéenne s'affirme comme une véritable tourmente pour les appareils centraux des confédérations. Les prises de positions, les actions des uns et des autres sont l'enjeu d'âpres discussions qui dépassent les habituelles divergences. La lutte de la jeunesse est tombée comme un démenti cinglant pour les tenants d'une conception défaitiste.

On a beaucoup parlé du refus de récupération, des difficultés pour les syndicats confédérés, y compris dans l'Education Nationale, d'être présents durant la grève.

Cette méfiance à l'égard des confédérations syndicales est justifiée. La division qui sévit parmi les salariés, n'aurait rien eu de bon à s'étendre parmi les étudiants et lycéens. En fait, le mouvement des jeunes, en prenant de la maturité, n'a pas refusé des liens et des contacts avec les syndicats ouvriers. Quand ceux-ci ont eu un comportement correct, ils n'ont pas été rejetés.

Des syndicalistes ont pu assister à des assemblées lycéennes ou étudiantes. A partir de soutiens concrets: diffusion de tracts de popularisation, aides matérielles diverses, des contacts ont pu être noués.

Les militants CGT, CFDT, plus rarement FO, qui ont été en contact avec les jeunes en lutte ont été jugés non sur leur bonne mine mais sur leur pratique réelle.

Cependant la façon qu'ont eu les confédérations de se positionner à chaque étape du mouvement et particulièrement après la mort de Malik, a beaucoup compté. Pour une jeunesse qui ne saisit pas toutes les subtilités ou qui connaît mal les syndicats ouvriers, telle ou telle position d'un appareil confédéral a des répercussions importantes, sur l'appréciation, l'image du syndicat.

La division CGT/CFDT maintenant devenue, hélas, une constante, ne s'est pas démentie pendant la grève des étudiants et lycéens. Si sur le terrain, parfois, c'est ensemble que l'information et le soutien se sont faits, au niveau des confédérations, la division continuait.

Quand le lundi 8 décembre, la CFDT organise avec FO une heure de grève dans les entreprises, la CGT choisira une autre heure pour se démarquer.

La CFDT dénoncera les récupérations de la CGT. La CGT fabriquera un faux grossier prétendant que la CFDT avait voté pour la loi Devaquet, au conseil économique et social.

Après le retrait du projet de loi, Edmond Maire décrètera que la manifestation du 10 Décembre était «sans objet». Ça lui vaudra une volée de bois vert de tous les côtés et il sera contraint de manifester aux côtés d'une délégation de l'union régionale parisienne CFDT (qui a soutenu du début à la fin la lutte des étudiants et lycéens).

La CGT agissant souvent avec la légèreté de l'éléphant dans un magasin de porcelaine, a cette fois-ci vite pris le pli et ses militants ont réussi à commettre en partie l'image mauvaise qui lui colle dans la jeunesse.

En effet, la CGT a été la seule confédération à appeler clairement à la manifestation du 10 Décembre.

Cependant si elle a bien accompagné le mouvement, dans certains endroits, les militants locaux ont continué à intervenir avec le même style habituel: sectarisme, faire valoir, etc...

Mais en définitive, ce qui comptera le plus à terme pour la CGT, c'est sans doute la contradiction à appuyer un mouvement de grève auto-organisé (élection de délégués, pouvoir des Assemblées Générales) parmi les étudiants et d'autre part d'être plus que défavorable à cette forme de lutte pour les travailleurs.

La FEN qui avait donné le ton de la lutte dans l'Education avec sa puissante manifestation du 23 Novembre a certes appuyé le mouvement, mais a eu également peur de son évolution et des risques de radicalisation. La FEN après Maire renonçant à la manifestation, en fit tout autant.

Cependant la FEN, empoche une partie «des gains» de cette mobilisation. Elle est en meilleure posture face à Monory qui n'a pas cessé de s'attaquer à elle.

D'autre part, elle ne perd pas de vue la situation actuelle et notamment sa majorité socialiste, qui espère toujours mettre en place une recomposition syndicale autour de la FEN.

### EDMOND PLUS JAMAIS ÇA!

La CFDT qui a organisé plusieurs réunions pour les jeunes en 85 et 86 sous le si-

### Confédération CFDT:

#### MORCEAUX CHOISIS.

Libération, avec son sens du marketing, a su prendre le tournant au bon moment et a su très vite aller dans le sens du vent. Ainsi les modernistes de la CFDT, hier adulés par le journal de Serge July, sont aujourd'hui brocardés. Commentaire du 19/12/86: «manifestation étudiante: le RPR et la CFDT sont les grands perdants de la crise».

Un sondage des 18/24 ans montrait que 49% des jeunes contestaient les positions prises par l'appareil confédéral CFDT.

5/12/86

Communiqué confédéral CFDT.

«/... La CFDT qui sait le prix des manoeuvres gauchistes pour le mouvement ouvrier, s'adresse aux étudiants et aux lycéens pour les assurer de sa solidarité...»

8/12/86

au sujet de la manifestation du 10/12

«pour la commission exécutive ces garanties sont:

- que les manifestations se terminent à 16h au plus tard pour des raisons de sécurité.

- qu'il n'y ait pas de participation de partis politiques,

- que tout mot d'ordre comportant une volonté d'affrontement politique, autre que ceux liés aux thèmes de la réforme de l'université soit exclu».

8/12/86

«La commission exécutive de la CFDT se félicite de la décision qu'a prise le premier ministre qui rencontrera l'accord de l'immense majorité des étudiants et qui, pour la CFDT, rend sans objet la manifestation prévue mercredi».

L'analyse interne du 12/12/86

«L'engrenage de mai 68 était en route, pire, il était souhaité»...

gle générique de «turbulences», est sans doute l'organisation syndicale la plus traumatisée et déstabilisée par la grève étudiante.

Longtemps marquée comme héritière de mai 68, elle est devenue au fil de ces dernières années, une autre CFDT. Le clan confédéral imprime à marches forcées, s'appuyant sur le reflux des luttes, des révisions doctrinales très importantes, où la place des luttes collectives et le projet de société autogestionnaire sont remplacés par la négociation à froid, la gestion des reculs, la «reconnaissance de la légitimité du chef d'entreprise», l'«approfondissement de la démocratie»...

On comprend mieux la peur panique qui s'est emparée d'une partie de son appareil confédéral. Chaque jour d'avantage, le mouvement étudiant et lycéen se radicalisait, et allait bien plus loin que les orientations de la direction confédérale. Or celle-ci n'a pas grand résultat à mettre à son actif... Les conjoncturistes grassement payés par la confédération et le micro groupuscule étudiant qui lui est lié - PSA - n'avaient guère prévu un tel déferlement.

On aura donc vu pour la première fois, à une telle échelle, l'appareil confédéral montrer publiquement sa peur et sa crainte d'un mouvement social. Ce que l'on croyait naguère réservé à FO et Bergeron, Maire l'a fait aussi, se précipitant chez Chirac, multipliant les contacts secrets, pour jouer les pompiers de la contestation.

Sur le terrain, dans les organisations professionnelles et interprofessionnelles, beaucoup pensent que la direction confédérale est allée trop loin. Les débats théoriques des années et mois passés, où malgré tout celle-ci réussissait à faire avaliser sa ligne de conduite, on fait place à une importante défiance, un désaveu massif de l'orientation et de l'expression publiques de la confédération durant le mouvement.

Car cette fois ci, il ne s'agissait plus de discuter dans le vague, il fallait prendre position pour ou contre un mouvement social. L'attitude de l'appareil confédéral a ouvert les yeux de nombreux militants et adhérents et a donné le signal d'un combat interne plus vif.

Certains secteurs marqués «pro-confédéraux» ont décidé à cette occasion de basculer et pas seulement «Black label» alias Jacky Bontemps secrétaire de l'union départementale de Paris auquel Libération et le Matin ont complaisamment fait de la pub pendant plusieurs jours.

Une lutte visant à une recomposition interne est engagée. Nombreux sont ceux qui pensent qu'il est plus que temps de retourner à un syndicalisme plus revendicatif et de luttes. Les félicitations de Séguin dans le «nouvel observateur» du 12 décembre («j'ai toujours dit qu'il fallait maintenir les liens avec les syndicats. Je l'ai fait. Et le jour où on a eu besoin d'eux, ils n'ont pas basculé»), ne vont pas droit au coeur de militants qui ont «ramé» pendant longtemps sur le terrain.

De même, le nouveau credo confédéral («il faut éviter la politisation») et donc la généralisation des conflits, rencontre une vive opposition des militants du secteur public et nationalisé, favorable au développement du rapport de force et qui ne s'accomode pas de la politique libérale.

Le libéralisme a pris un grand coup dans l'aile, sur le terrain de ses valeurs morales et de ses conceptions de société.

Des formes de luttes et d'organisations pratiquées dans l'histoire du mouvement ouvrier, ont été réinventées.

Les répercussions du mouvement étudiant et lycéen, sur les luttes à venir, sur le syndicalisme, sur la société, seront importantes. Souhaitons que lycéens et étudiants renverront l'ascenseur en soutenant les luttes ouvrières. 2/01/87

Th. Auréliano.

# «LA FARCE TRANQUILLE»

Alain Bihr



## LIRE...

Toute la «classe politique» se félicite aujourd'hui de ce que la France soit, elle aussi, enfin entrée dans l'ère de «l'alternance démocratique». Elle espère bien que nous ne vivrons plus désormais qu'au rythme de la succession au pouvoir d'un bloc de droite et d'un bloc de gauche, s'opposant certes sur l'art et la manière de gérer le système capitaliste, mais parfaitement d'accord sur le fait qu'il n'est pas question de rompre avec les lois du dit système, ni même de toucher aux privilèges des classes possédantes. Dès lors, celles-ci n'auront plus à craindre que les affrontements politiques ouvrent la voie à une véritable alternative à leur pouvoir.

Cette «normalisation» en profondeur de la vie politique française résulte d'abord de la démission politique de la gauche au pouvoir entre mai 81 et mars 86. Soit-disant partie pour rompre avec le capitalisme, elle aura en définitive rompu avec le socialisme, y compris sous la forme du réformisme social-démocrate avec lequel elle l'avait toujours confondu. Sur tous les plans, elle se sera chargée du «sale travail» de la droite, ainsi qu'a fini par le reconnaître l'un de ses leaders. Ce que la droite n'avait pas même osé entreprendre avant 1981, la gauche l'aura hardiment réalisé après, contribuant ainsi elle-même à remettre en selle son adversaire politique.

Ce stupéfiant retournement n'a pas manqué de susciter explications et commentaires, les uns tombant dans l'ornière d'un déterminisme économique (la fameuse «contraire extérieure»), les autres dans un moralisme psychologisant («ils ont manqué d'audace»). Tous ces fins analystes, qui appartiennent pour la plupart à l'intelligentsia de gauche officielle, se sont bien gardés cependant d'appliquer en la circonstance ce que leur vulgate marxiste leur avait pourtant enseigné: un régime politique doit se comprendre en fonction de sa base et, plus largement, du processus de la lutte des classes.

C'est dans cette perspective que «La farce tranquille» revient sur les événements politiques qui se sont déroulés de mai 81 à nos jours. L'analyse conduit alors à mettre en évidence le rôle de premier plan qu'a tenu dans cette tragi-comédie politique un acteur

aussi central que méconnu: la classe de l'encadrement, les ainsi dénommées «couches moyennes salariées». Ce sont elles qui, après avoir pris les vessies roses de la gauche pour la lanterne rouge du socialisme, en auront vu de toutes les couleurs et constitué aujourd'hui la cohorte des dindons de la «farce tranquille» qui s'est jouée dans ce pays.

Il ne s'agit pas seulement du personnel d'encadrement des entreprises capitalistes (les cadres: ingénieurs, techniciens, agents de maîtrise), mais aussi de celui des appareils d'Etat, des professionnels de la vie syndicale et politique, des animateurs sociaux et culturels, etc..., bref, de tous ceux qui, dans la division sociale du travail, se voient confier les tâches d'encadrement (d'organisation, de conception, de légitimation, de contrôle) des groupes sociaux, des pratiques sociales, des rapports sociaux, dont la fonction générale est d'assurer la reproduction globale du capital. C'est à dire, en fait, sa domination non pas sur le seul acte social de travail (et ses conditions matérielles immédiates: les moyens de production et de subsistance), mais plus largement sur la société dans son ensemble et à tous ses niveaux (économique, social, politique).

Si l'encadrement capitaliste se contentait de sous-traiter la domination du capital, il ne constituerait pas pour autant une classe à part entière, au même titre que le prolétariat ou la classe du capital. Il faut encore pour cela qu'il intervienne avec un projet politique propre au sein du procès qui le fait émerger et exister en tant que classe. Le projet politique propre de l'encadrement capitaliste réside dans l'étatisation du capitalisme. Le processus d'étatisation constitue l'axe selon lequel va se développer la lutte de classe de l'encadrement capitaliste dans la mesure où, d'une part, ce processus assure à cette classe la possibilité de réaliser ses intérêts fondamentaux et que, d'autre part, il constitue l'horizon ultime de son action en tant que classe, en lui ouvrant la perspective exceptionnelle d'accéder, pour une part d'entre elle du moins, à la situation de classe dominante.

La classe de l'encadrement capitaliste possède, en premier lieu, un intérêt fondamental, vital même, à la reproduction du capital

en tant que rapport social puisque son existence et ses privilèges de classe (en termes d'avoir, de pouvoir, de savoir) sont tributaires de la domination de ce rapport sur la praxis entière, dont elle est elle-même l'agent subalterne précisément. C'est pourquoi il n'y a de salut historique pour eux que dans l'Etat, dont c'est précisément la fonction d'être l'ultime garant et recours de la reproduction du capital dans sa totalité, en tant que rapport social précisément.

En second lieu, la classe de l'encadrement capitaliste possède un intérêt fondamental à la rationalisation du développement capitaliste. Entendons par là, d'une façon générale, la tentative de maîtriser, donc de réduire à défaut de résoudre, les contradictions internes au procès de reproduction du capital et leurs effets critiques (crises économiques et sociales), par la mise en oeuvre de schémas opératoires relevant de la rationalité instrumentale et appliqués aux différents secteurs de la praxis sociale. Dans ces conditions, cette classe ne peut que constituer un support de choix pour le processus d'étatisation du capitalisme: dans le procès de reproduction, l'Etat représente en effet le moment de rationalisation, c'est lui qui tente de maîtriser les contradictions du capitalisme dans les limites mêmes du capitalisme.

La classe de l'encadrement capitaliste possède encore un intérêt non moins puissant à la «démocratisation» du pouvoir capitaliste qui va trouver, lui aussi, dans l'étatisation du capitalisme la voie de sa réalisation. Classe dominée par le capital, l'encadrement capitaliste subit les excès et défauts du pouvoir que ce dernier exerce sur la praxis entière; elle ne peut donc, elle aussi, que s'opposer à ce pouvoir, le contester, le critiquer. Mais simultanément, en tant qu'agent de ce pouvoir, en tant que classe dont l'existence et les privilèges sont tributaires de l'exercice de ce pouvoir, l'encadrement capitaliste ne peut pas, contrairement au prolétariat, songer à mettre fin au pouvoir du capital en supprimant le rapport d'expropriation sur lequel se fonde ce pouvoir: il ne peut s'agir pour lui que de le «démocratiser», c'est-à-dire d'obtenir pour lui-même une «participation» au pouvoir politique, voire un «partage» du pouvoir politique avec la classe du capital. Cela peut notamment prendre la forme de la conquête par l'encadrement capitaliste de la position de classe régnante: de classe dont les représentants politiques occupent l'avant de la scène politique et les sommets des appareils d'Etat, gouvernant ainsi l'Etat in lieu et place de la classe capitaliste, dont la position reste cependant dominante au sein des rapports sociaux de production et de la division sociale du travail. Mais cette revendication de «démocratisation» du pouvoir politique peut aussi, le cas échéant, prendre des formes plus radicales, ainsi que nous allons le voir, notamment lorsque le jeu politique de la démocratie représentative ne lui permet pas d'accéder à un rôle politique correspondant à son poids social. Dans tous les cas cependant, l'encadrement capitaliste met à profit sa monopolisation des fonctions de représentation syndicale et surtout politique de l'ensemble des classes dominées (et notamment du prolétariat). Par conséquent si en monopolisant les fonctions de représentation, l'encadrement capitaliste travaille à institutionnaliser les luttes des classes dominées en les intégrant à l'ordre étatique, cette modalité particulière de l'étatisation est encore une fois pour lui l'occasion de satisfaire l'un de ses intérêts politiques fondamentaux.

Ainsi, l'étatisation du capitalisme assure-t-elle la réalisation des principaux intérêts de classe de l'encadrement capitaliste. Aussi ce

«suite page suivante»

dernier en constitue-t-il le support actif en faisant de l'étatisation son horizon et son projet politique. Mais ce même projet d'étatisation peut donner naissance à des versions différentes voire radicalement opposées, entraînant d'âpres luttes à l'intérieur de la classe elle-même. La plus originale de ces versions est sans doute le socialisme, tel que le conçoit l'encadrement, comme une entreprise d'étatisation du capitalisme qui se donne pour un dépassement du capitalisme. Cette entreprise repose sur l'idée que l'on peut se libérer du capitalisme (de la domination et de l'exploitation capitalistes) par l'Etat à la condition de libérer l'Etat du capitalisme, c'est-à-dire tout à la fois de l'emprise de la classe des capitalistes et de leurs alliés ou appuis (l'aristocratie foncière, la petite bourgeoisie, la paysannerie) et des limites que la fragmentation du capital social (la propriété privée des moyens de production, la concurrence des intérêts particuliers au sein de la classe dominante, l'anarchie de la production sociale qui en résulte, etc) impose à la croissance économique et au développement social.

La social-démocratie représente la forme la plus commune sous laquelle se réalise cette opération, en transformant la classe de l'encadrement capitaliste en agent du compromis entre le prolétariat et le capital, position politique qui correspond tout naturellement à sa situation intermédiaire entre ces deux classes. C'est précisément la monopolisation par l'encadrement capitaliste de la représentation politique au sein même des organisations de masse à base prolétarienne (syndicats et partis) qui lui permet de jouer ce rôle social et institutionnel; assurant l'intégration politico-idéologique du prolétariat au sein des appareils d'Etat (partis, syndicats, associations mais aussi école, assistance, santé, etc) qui garantit son abandon de toute aventure historique au profit de la «sécurité sociale», l'encadrement capitaliste peut aussi se comporter alors en représentant politique du prolétariat auprès du capital, et arracher à celui-ci les réformes nécessaires à l'établissement du compromis en question; ces réformes répondent essentiellement aux intérêts de l'encadrement capitaliste («rationalisation» et «démocratisation») tout en satisfaisant les besoins élémentaires du prolétariat (travail, logement, santé, éducation, etc).

Si, au contraire, ne sont pas créées les conditions socio-économiques d'un Etat démocrati-

que et d'une scène politique offerte au jeu de la représentation politique, alors la classe de l'encadrement capitaliste voit se fermer toute possibilité d'occuper une position politique majeure sur le plan institutionnel: l'insuffisant développement du capitalisme bouche toute perspective d'intégration de cette classe au jeu institutionnel de la démocratie représentative, il lui ôte la possibilité de jouer le rôle médiateur précédemment analysé. Dans ces conditions, la classe de l'encadrement capitaliste ne peut espérer conquérir des positions de pouvoir dans et autour de l'appareil d'Etat qu'en radicalisant ses ambitions; il ne s'agira plus pour elle de «participer» au pouvoir ou de le «partager» avec la classe dominante, mais de conquérir intégralement le pouvoir en supplantant cette dernière.

La stratégie de la classe de l'encadrement capitaliste va consister alors à prendre la tête du mouvement populaire, autrement dit, à en assurer l'organisation (sur le modèle étatique, à la limite sur le modèle militaire) et à en conquérir l'hégémonie idéologique en son sein, en représentant ses intérêts de classe et le projet politique qu'ils inspirent, à savoir l'étatisation du capitalisme, comme l'intérêt du peuple tout entier, et notamment comme celui du prolétariat: l'étatisation du capitalisme sera présentée comme dépassement du capitalisme. La radicalisation des ambitions politiques de la classe de l'encadrement capitaliste se fera donc sous la figure du socialisme. Et c'est en s'appuyant sur ce mouvement populaire, c'est-à-dire tout à la fois en l'impulsant, en le dynamisant et en le contrôlant, en le maîtrisant, que les éléments radicaux de cette classe parviendront à conquérir le pouvoir d'Etat, à exproprier la classe dominante en étatisant l'ensemble des moyens sociaux de production, donc à s'instituer, sous forme d'appareil d'Etat (armée, administration, parti), en nouvelle classe dominante, assumant pour son propre compte le développement du capitalisme que l'ancienne classe dominante avait été incapable d'assurer. On aura reconnu dans ce qui précède une brève description du processus qui, en Russie comme en Chine ou au Vietnam, a abouti à la naissance d'un «capitalisme d'Etat». Dans cette version radicale, l'étatisation du capitalisme, c'est-à-dire la recherche d'une solution étatique aux contradictions du développement capitaliste, apparaît clairement comme le projet politique propre à la classe de l'encadrement capitaliste.

Alain BIHR.

Liem-Khé estime que si la CLE doit effectivement tendre à plus d'unité politique, «c'est à condition de ne pas tomber dans «l'idéologie», et les slogans faciles. A la CLE, on a fait le choix de privilégier une pratique libertaire et pas un anarchisme fumeux et dogmatique. Pendant le mouvement, nous avons appuyé sur l'auto-organisation, la démocratie directe. Mais maintenant que celui-ci est terminé, on ne peut se contenter de continuer uniquement sur une argumentation de type «mouvementiste», spontanéiste, qui nous laisserait en position de spectateurs, attentistes du prochain mouvement! Au contraire, on doit prendre les devants, proposer. Continuer le travail au sein des collectifs unitaires bien sûr, mais aussi apparaître en tant que libertaires, avec nos spécificités. Il nous faut en fait éviter deux écueils: éviter soit de nous fondre totalement, sans intervention organisée, coordonnée, dans le mouvement étudiant; ou, à l'inverse, un repli de type idéologique, sectaire, groupusculaire et marginal par rapport aux préoccupations des jeunes».

Tâche difficile donc. Mais peu importe: à Nanterre, on a la pêche et le sourire. Ce sera utile pour les prochaines batailles.

Propos recueillis par Marco Sazzetti.

## BROCHURES

«POUR L'ALTERNATIVE  
Le projet Communiste Libertaire»  
UTCL (IV<sup>e</sup> Congrès)  
– Analyse de la crise  
– Projet de société  
autogestionnaire  
– Proposition d'action  
65F

«IL Y A 50 ANS  
LE FRONT POPULAIRE»  
Georges Fontenis  
5F

– «Le message révolutionnaire»  
des «AMIS DE DURRUTI»  
25F

– «Le manifeste Communiste  
Libertaire»  
FCL 1953  
25F  
BROCHURES A COMMANDER  
AUX EDITIONS L  
BP 286 75 525 Paris Cedex 11

**LUTTER!**  
HEBDO?

suite de la page 13

### «DE LA VICTOIRE AU CONTRE-POUVOIR».

Et maintenant? Comment ne pas perdre les formidables acquis d'un tel mouvement? «Il faut continuer celui-ci par d'autres moyens que la grève. Le structurer, toujours sur les mêmes bases de démocratie directe, faire la synthèse de la réflexion du mouvement, tout en respectant sa diversité, viser la représentativité maximum. Il ne s'agit pas de court-circuiter les syndicats étudiants mais de créer, depuis la base, des collectifs unifiant syndiqués et non-syndiqués, représentatifs. Les Etats Généraux de Mars seront un premier grand test, pour évaluer les capacités du mouvement à porter ses contre-propositions, et par sa structuration, imposer son contre-pouvoir» indique Liem-Khé. Pour Barbara «beaucoup attendent qu'il y ait un début d'organisation pour ensuite s'y intégrer. Il faudra en tenir compte».

### «LES LIBERTAIRES DOIVENT PROPOSER DES PROLONGEMENTS POLITIQUES AUX LUTTES».

Les étudiants libertaires de Nanterre, regroupés dans la CLE, ont été très actifs dans la grève, et présents dès le départ du mouvement. Pour Eric, «Il faudra maintenant que les CLE se structurent au niveau national, afin de sortir du localisme et d'agir de façon plus organisée». Pour Philippe, si cet objectif est important, la CLE doit rester une structure souple, mais surtout, «il faut que les gens viennent vers nous pas seulement parce qu'ils nous trouvent «corrects» mais sur des bases politiques».

Lutter! 5 Février 86  
Hebdomadaire. N°14. (spécial journal) Directeur de la publication: A.SENEZ  
Dépot Légal n°48 858. Commission paritaire n°64 461. Imprimerie: A.M.I.  
Editeur:«Le Fil du Temps».